

## **Pourquoi « un ne se divisera plus en deux » ?**

Le mouvement de la propriété privée (des moyens de production et d'échange) et le mouvement de l'économie ne font qu'un.

Ce mouvement de la propriété privée à travers l'histoire a permis le développement, a minima, des sociétés, en particulier sur la période que couvre le capitalisme grâce à la lutte de classes menée par la classe ouvrière, dans chaque pays et mondialement.

La financiarisation est un révélateur sur l'état de la propriété privée du capital. Pour nous elle est en quelque sorte un lanceur d'alerte sur le point d'achèvement de l'histoire de cette propriété privée. Que cette propriété privée ne permette pas le développement pour tous, on le savait depuis longtemps, en particulier grâce à l'apport de Marx sur la compréhension du capitalisme et de l'exploitation. Ce qui est nouveau c'est qu'elle ne permet plus le développement même du seul point de vue des capitalistes. La financiarisation fait rentrer tout le système dans une logique de nécrose généralisée et signifie que l'histoire de la propriété privée du capital touche à sa fin.

Les anciens pays développés n'ont plus de croissance depuis des années. Quand ils obtiennent 1,5% ils s'estiment presque heureux. Les pays du Sud qui avaient connus, du temps de l'émergence, des taux de croissance élevés, pour la Chine, à deux chiffres, ont tous été bloqués. Ces taux de croissance intègre la financiarisation, c'est à dire l'expansion du capital fictif. La croissance réelle est encore plus atone.

Avec la financiarisation et la liquidité financière, la propriété privée des actions, les titres de propriété du capital, n'arrête pas de tourner de main en main à la vitesse des ordinateurs, au gré des spéculations possibles sur leur prix, comme si leurs propriétaires avaient peur de se brûler les mains en les gardant plus longtemps. Finie l'immobilisation du capital, et les risques qu'elle impliquait. La propriété privée bourgeoise devient contre productive.

Ce sont les masses en mouvement, en révolution, qui peuvent mettre le point final à l'histoire de la propriété privée bourgeoise. Dans un contexte complètement renouvelé par rapport aux tentatives précédentes. La propriété privée des moyens de production ne peut plus se targuer du développement réel, elle est devenue la négation de l'activité principale des hommes, la production, et la nécessité de sa disparition se fait ressentir mondialement.

Pour éclairer le processus de cette disparition, le bilan des tentatives d'abolition du passé est nécessaire. Pas d'abolition seulement juridique, mais nécessité de l'intrusion des masses pour balayer toutes les médiations (politique, Etat, religion, droit, morale, mode de développement des sciences et des arts, mode d'utilisation des moyens de communication moderne, internet...) héritées de l'histoire de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Un bilan, celui en particulier de la révolution culturelle en Chine qui intègre l'idée que la médiation politique et celle de l'Etat ne peuvent dépérir ni graduellement, ni progressivement. On comprend que Mao et les communards de Shanghai soient restés au milieu du gué, dans un entre-deux, en 1967, dans un contexte où le mouvement de la propriété privée bourgeoise ouvrait encore sur un potentiel de développement : en Chine, d'où le retour de Deng, et la politique qu'il mène à partir de 79, et mondialement.

A présent la remise en cause mondiale de la propriété privée bourgeoise appuyée par des luttes de masse multiformes contre toutes les médiations qui confortent cette propriété privée peut être menée jusqu'au bout. La fin de la division sociale, entre travail et capital, est à la portée de ces luttes.

Compte tenu de l'obstruction des politiques au pouvoir et de l'inanité des politiques proposées par ceux qui y aspirent, c'est dès maintenant que la rupture avec la médiation politique et étatique s'impose. Et déboucher sur d'autres ruptures avec les autres médiations.

Depuis la fin de la révolution culturelle en Chine, la classe ouvrière localement ou mondialement n'a pas jugé bon de (re)construire son parti, alors même que les conditions

matérielles étaient plus que jamais réunies, puisqu'elle se développait massivement dans les pays du Sud avant que la financiarisation vienne perturber et bloquer leur émergence ! On peut interpréter cette « grève » du parti, ouvrier, communiste, comme une indication sur la façon de mener le processus de disparition-abolition de la propriété privée bourgeoise. Prendre le pouvoir d'Etat n'est pas forcément le meilleur et le plus court chemin pour y arriver, parce que la classe ouvrière mondiale a peut-être mieux à faire pour sa propre émancipation, celle de toutes les autres classes et de tous les peuples du monde. Pour aller vers la fin de la division sociale.

Plutôt que de se séparer des masses populaires en tant que classe ouvrière, parce que se hisser au pouvoir revient à ça, rester au sein des masses « comme un poisson dans l'eau » pour participer et orienter toutes les luttes anti-médiations.

Ces luttes, tous ceux qui y participeront et elles ont vocation à drainer le plus grand nombre, auront besoin d'apprendre et de faire la distinction entre la contradiction entre eux et l'ennemi et les contradictions au sein du et des peuples. Elles ne se résolvent pas avec les mêmes méthodes.

L'idée de peuple-monde découle de ce qui vient d'être dit. C'est un objectif pour fixer la perspective, la fin de la division sociale mondiale. C'est un processus, celui de la disparition-abolition de la propriété privée bourgeoise. Processus qui intègre dès maintenant la lutte pour le développement, parce que le capitalisme financiarisé remet en cause le niveau de vie des masses mondiales et les plonge dans la lutte pour la survie immédiate. C'est un mot d'ordre immédiat, utilisable dès maintenant, à travers des comités peuple-monde, dans n'importe quel endroit du monde, mais qui, comme ça a été souvent le cas dans le passé, surgira localement à un moment donné et se confrontera aux masses et aux réalités.